economiesuisse

Initiative de l'ASIN : un loup déguisé en agneau

L'initiative « Accords internationaux : la parole au peuple ! » de l'ASIN réclame une extension du référendum obligatoire dans le domaine de la politique (économique) extérieure. Les auteurs de l'initiative affirment renforcer ainsi la démocratie directe. C'est tout le contraire ! Si le texte de l'initiative avait été en vigueur, le peuple aurait dû obligatoirement se prononcer sur environ 80 accords internationaux au cours des huit dernières années –alors même que la majorité d'entre eux ne suscitaient pas la moindre contestation.

Les citoyens auraient ainsi dû voter sur l'arrêté fédéral concernant la Convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure. Cela montre bien que, en cas d'acceptation, l'initiative induirait des procédures inutiles, des coûts supplémentaires et un surplus de bureaucratie – mais elle ne renforcerait pas la démocratie. Le système actuel est nettement meilleur : si elle souhaite se prononcer sur un accord international, la population peut demander le référendum.

En conclusion, l'initiative de l'ASIN resemble à un loup déguisé en agneau. Elle nuirait non seulement à la démocratie, mais elle aurait également des conséquences négatives pour l'économie. Axée sur l'exportation, notre économie est tributaire de marchés ouverts. Elle a donc besoin d'un réseau dense d'accords de libre-échange, de conventions de double imposition et d'accords de protection des investissements qui puisse être adapté rapidement à l'évolution des marchés de croissance. Sans cela, la Suisse manquera des opportunités économiques. Ce réseau d'accords renforce la compétitivité de nos entreprises et crée des emplois. Au vu de ce qui précède, il convient de s'opposer fermement à la volonté d'isolement de l'ASIN, une voie qui nuirait à la Suisse, et de refuser l'initiative avec conviction le 17 juin.